

Journées de l'économie – Lyon

10 novembre 2011

La soutenabilité de la croissance



BNP PARIBAS
CORPORATE & INVESTMENT BANKING

The bank for a changing world

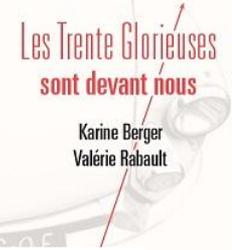
Les Trente Glorieuses
sont devant nous

Karine Berger
Valérie Rabault

S.O.F.

Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

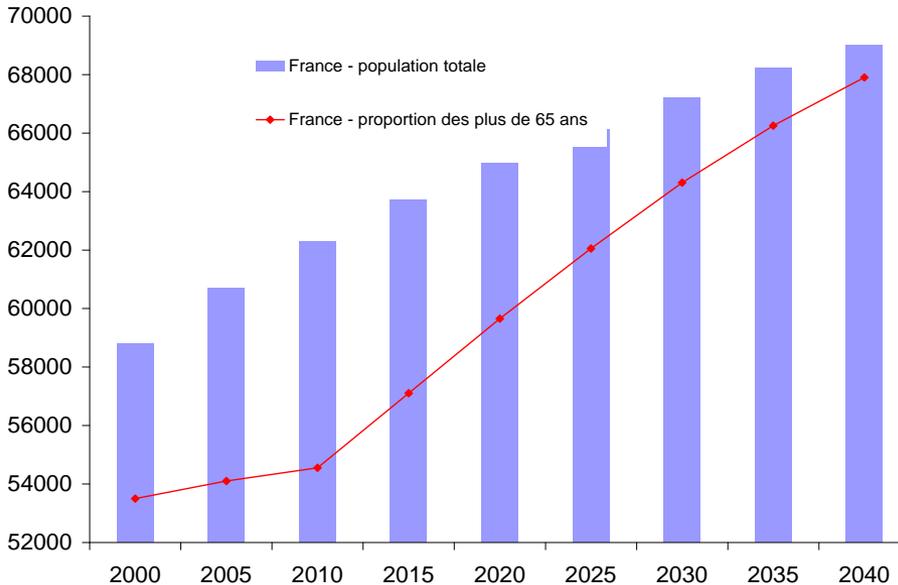
- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 L'impact sur la trajectoire des finances publiques



Places de la France dans 30 ans suivant les tendances actuelles

En termes de population la France sera au coude à coude avec l'Allemagne

Le glissement économique mondial de la France sera lent



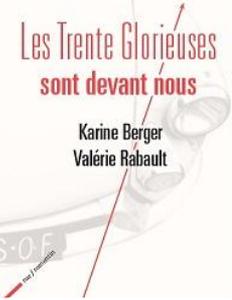
Source : Insee

La France sera la 2eme population de la zone euro

Croissance du PIB	2010	2025	2040
Etats-Unis	1	2	2
Chine	2	1	1
Japon	3	3	4
Allemagne	4	5	6
France	5	6	6
Royaume-Uni	6	7	6
Italie	7	9	
Brésil	8	8	5
Russie	9	10	6
Inde	12	4	3

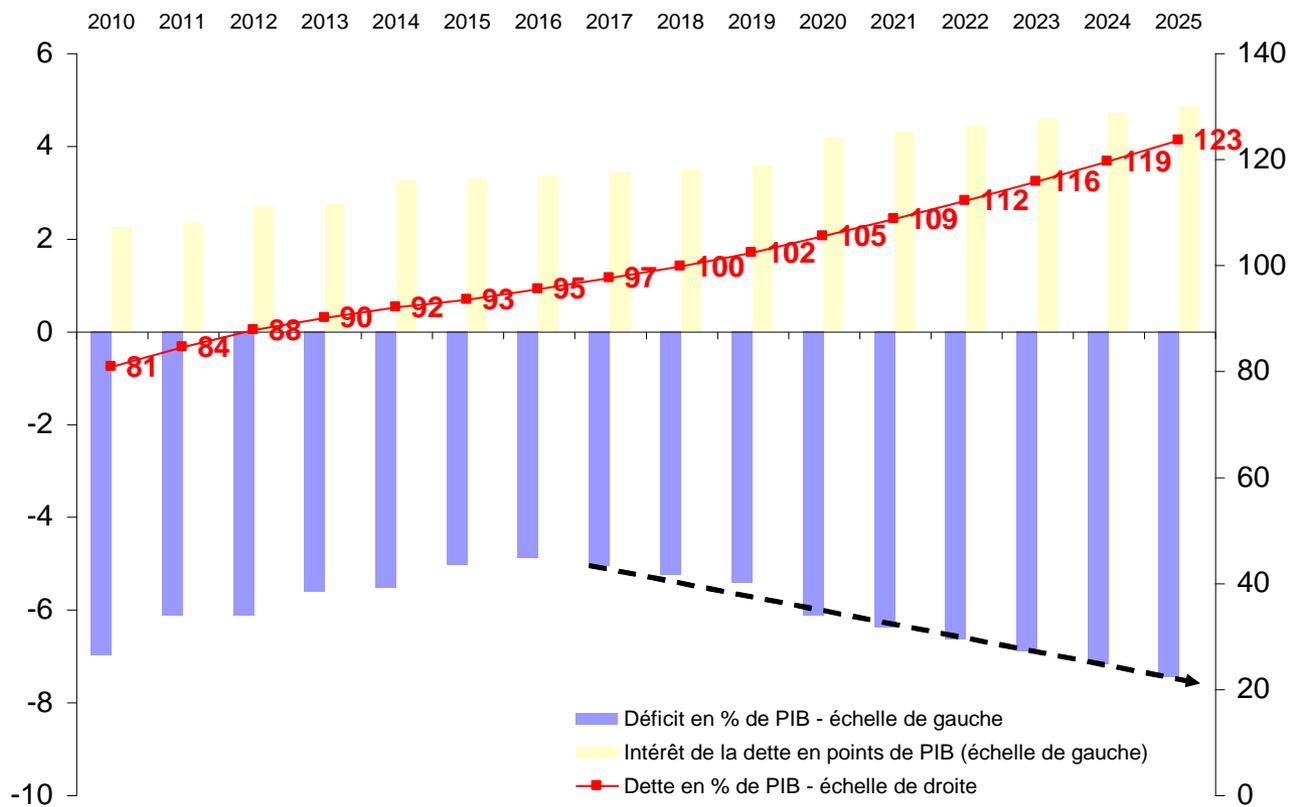
Sources : FMI, calculs des auteurs

PIB par tête : 65000\$ (\$ 2010) vs 46000\$ en 2010, soit une croissance de 1,2% par an

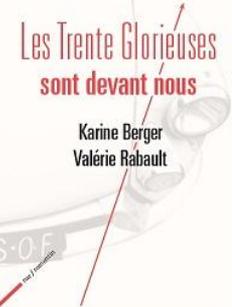


Sans action temporaire pour la croissance potentielle, pas de redressement des finances publiques

Trajectoire divergente de dette sans action sur la croissance économique

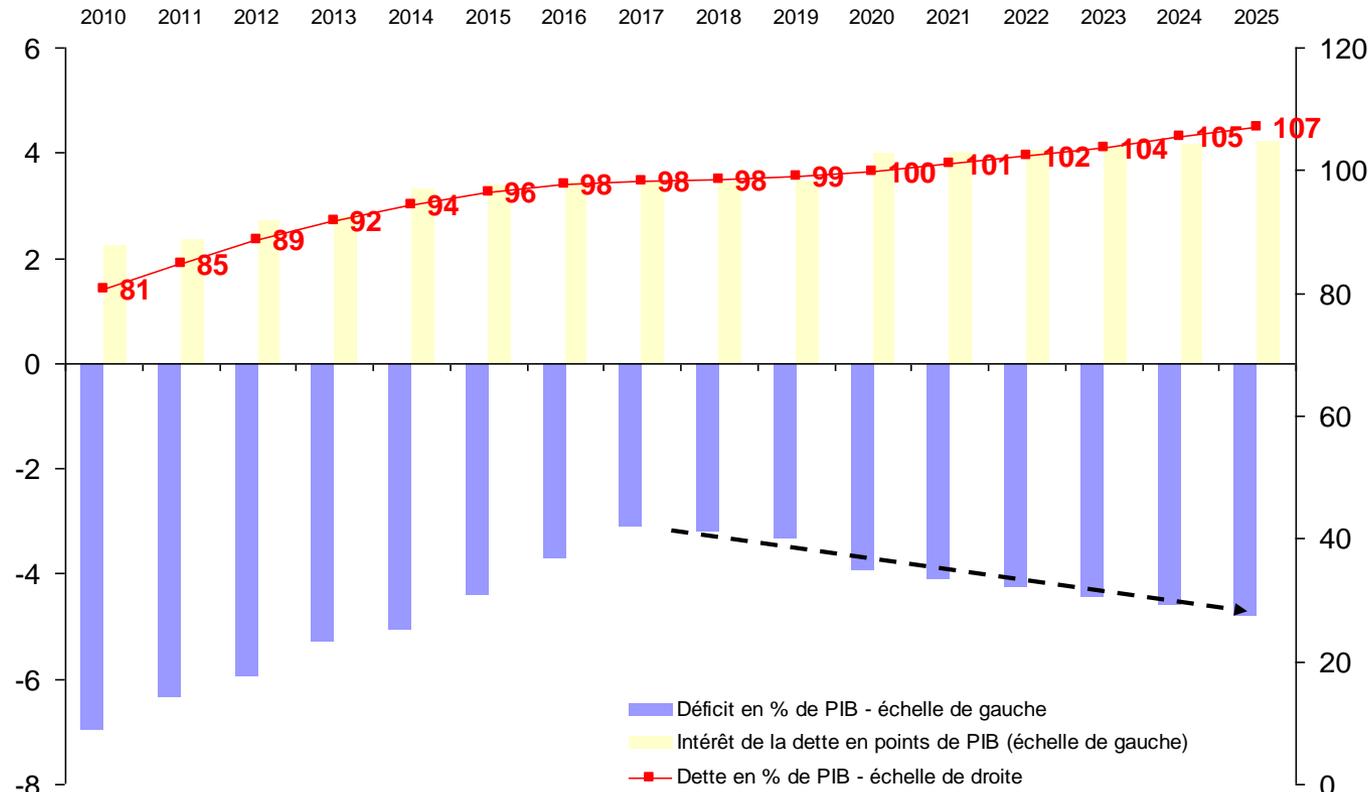


Hypothèse : croissance potentielle à 1,7% - remontée des taux d'intérêt à 4% en 2020



Même un scénario de rigueur pendant 5 ans ne permet pas une correction durable des finances publiques

Politique de rigueur ramenant le déficit à -3% de PIB en 2017 avec une croissance faible



Hypothèse : croissance potentielle à 1,7% et rigueur - remontée des taux d'intérêt à 4% en 2020

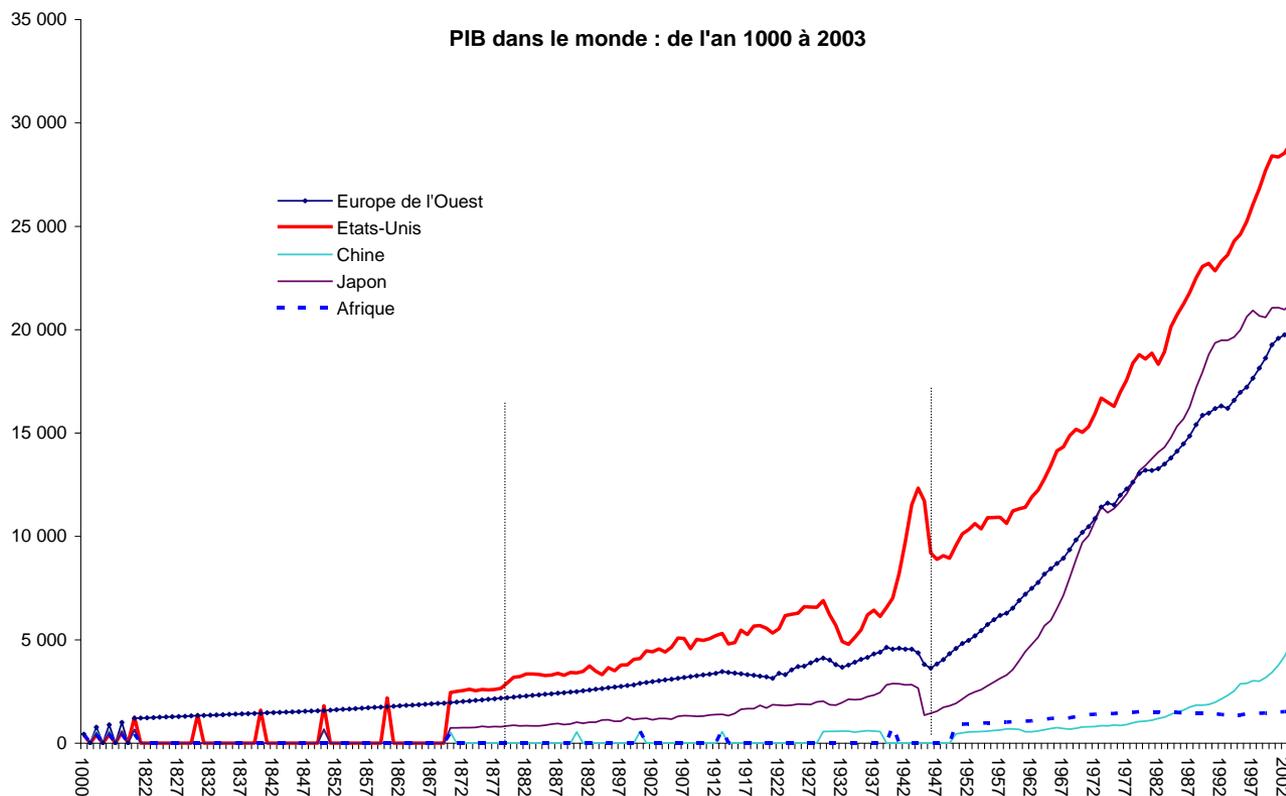


Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 L'impact sur la trajectoire des finances publiques

Mettre en regard la situation actuelle avec la vision à long terme

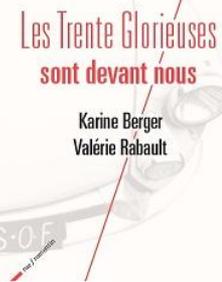
Notre prospérité date de 1950...



Source : Insee



C'est la réconciliation entre ces deux horizons temporels qui est notre véritable défi



Les montants d'investissement par secteur

30 milliards d'investissement pendant 3 ans

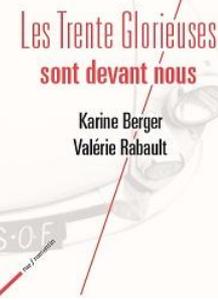
Par an

énergie 7 milliards
 santé 5 milliards
 transports 7 milliards
 agriculture 1 milliard
 éducation 10 milliards

Energie	20 mds	Transports	20 mds
Energie solaire	5	Fret	4
Centrales nucléaires	15	Transports en commun - 5 plus grosses villes	4
		TGV	7
		Voiture hybride	5



Relèvement de la croissance potentielle en 2020 de 0,7 à 1,2 point
Population 80 millions
Pib par tête proche de 80000\$ (\$ 2010) soit 1,8% de croissance par an



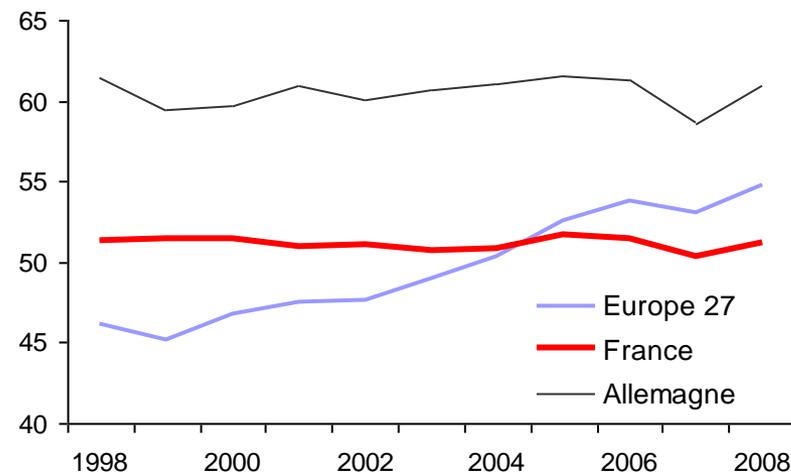
Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 L'impact sur la trajectoire des finances publiques

L'investissement dans l'énergie : choix défensif et d'optimisation

L'énergie : un secteur à la base de la croissance et où la France peut encore maintenir ses acquis concurrentiels

- Un enjeu **d'approvisionnement et de balance commerciale**, dans un contexte de renchérissement des ressources énergétiques
 - 48 milliards d'euros de déficit commercial énergétique à fin 2010
 - La France maintient une dépendance de l'ordre de 50%, quand celle de l'Europe augmente
- Un enjeu **d'optimisation de la ressource**
 - Augmenter la productivité de la ressource énergétique
 - Réindustrialisation par l'innovation dans ce secteur



Source: Eurostat. Part des importations dans la consommation énergétique totale

L'investissement dans les transports : choix offensif

Les transports : un levier sur la croissance à réactiver

▪ Un levier efficace pour la croissance

- Augmenter la vitesse de 10% des transports contribue à augmenter la productivité et la production de 3% (*Conseil d'Analyse Économique*)
- Le taux de rentabilité des infrastructures de transport est l'un des plus élevés en termes d'impact sur la croissance (*Conseil d'Analyse Économique*)

▪ Un enjeu de réinvestissement dans le train

- Pour contrer la baisse des dernières années : -40% sur les trains dans les années 1990
- L'enjeu du fret : 20% du transport des marchandises par route seulement en France

▪ L'automobile hybride

- La possession d'un brevet assure un marché mondial pendant plusieurs décennies

L'investissement dans la recherche pour la santé : choix défensif et offensif

La santé : un marché en croissance où la France peut rester *leader*

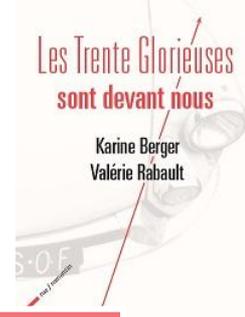
- Un enjeu de **compétition mondiale** : les marchés vont augmenter au rythme du vieillissement
 - la demande de médicaments des 60 ans et plus va assurer une croissance annuelle du marché entre 2,4% et 3,2% sur les 25 prochaines années en France

- Un enjeu de **dépenses sociales**
 - La dépendance représentera un coût annuel de 30 milliards d'euros dès 2025

- Un enjeu de **productivité** par la recherche et de **balance commerciale**
 - La chute du nombre de nouveaux médicaments : dépenses de recherche en contraction
 - Le risque de dépendance vis-à-vis d'autres pays pour certaines découvertes

Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 L'impact sur la trajectoire des finances publiques



Le financement du business-plan

1/3 de prélèvement et 2/3 d'emprunt sur les marchés

- Relèvement des prélèvements obligatoires : 18 milliards
 - 10 milliards pour investissement
 - 8 milliards pour combler le déficit (0,4% de PIB)
 - Emprunt de 20 milliards par an sur 3 ans
 - 2012 : 0,5% de PIB (10 milliards)
 - 2013 : 0,5% de PIB (10 milliards)
-  Investissements exceptionnels : 20 milliards sur 3 ans
- En 2011, la France devrait emprunter sur les marchés financiers de l'ordre de 190 milliards d'euros
 - Soit 25 milliards de plus qu'en 2009 (elle a émis pour 165 milliards d'euros via des OATs, pour un taux moyen pondéré (fixe) de 2,95%)
 - **Financer 20 milliards d'euros de dette supplémentaires n'est pas de nature à détériorer la situation de manière significative**

Stabilisation du ratio dette/PIB grâce à la croissance

La rentabilité des 90 Mds d'investissement relève la croissance et corrige la trajectoire de dette

